

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Section connexe

- .1 Section 01 35 29.06 - Santé et sécurité.

1.2 Exécution

- .1 Mettre les travaux en route en conformité avec l'avis d'acceptation de son offre et réaliser le tout dans les quatre (4) semaines de la date de réception d'un tel avis.
- .2 Fournir l'ensemble des travaux, des matériaux, des outils et de l'appareillage nécessaires et entreprendre les travaux de façon soignée et selon les meilleures règles du métier et ce, à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .3 Les coupures de courant sont limitées. Se préparer à réaliser des travaux après les heures normales du bureau et en fins de semaines.

1.3 Contrôle de la qualité sur place

- .1 Entreprendre les travaux en ayant recours à des travailleurs qualifiés, certifiés et homologués ou à des apprentis et ce, dans la mesure du respect des lois provinciales et territoriales régissant la formation et la qualification professionnelle en matière de main-d'œuvre.
- .2 L'on se devra de permettre à des travailleurs enregistrés dans des programmes d'apprentissage provinciaux ou territoriaux d'entreprendre des tâches spécifiques, mais seulement sous la surveillance directe de travailleurs qualifiés et licenciés.
- .3 Déterminer les tâches et activités qui pourront être réalisées par des apprentis, le tout devant être fondé sur le niveau de formation atteint par ces apprentis et leur capacité de démontrer la réalisation réussie de tâches spécifiques à remplir.
- .4 Entreprendre les travaux en ayant recours aux services d'un Entrepreneur détenteur d'une licence valide d'entrepreneur, telle qu'émise par la province dans laquelle les travaux seront réalisés.

1.4 Matériaux acceptables

- .1 L'approbation des matériaux proposés comme étant acceptables et comparables à ceux prescrits devra être signifiée par écrit par le Représentant du Ministère et ce, avant la date de fermeture de l'appel d'offres. Matériaux de substitution, tels qu'approuvés par voie d'addendum et ce, en conformité avec les Instructions aux soumissionnaires.

1.5 Prélèvement de mesures

- .1 Le prélèvement et la vérification de mesures, de grandeurs, de comptes exacts et de dimensions relèvent de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur se devra de vérifier tous les dessins, toutes les mesures, toutes les inscriptions et toutes les omissions avant la mise en route de ses travaux.

1.6 Changements

- .1 Des changements aux travaux ne devront être apportés qu'après avoir reçu une approbation écrite et précise à ce sujet de la part du Représentant du Ministère, dont le nom figure ci-avant. Tout ajustement au coût des travaux par suite de changements de la sorte devra faire l'objet d'un accord formel entre le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur et ce, avant la mise en œuvre des changements approuvés.

1.7 Normes minimales

- .1 Les matériaux doivent être neufs et leur mise en œuvre devra être conforme aux normes minimales et applicables de l'Office des normes générales du Canada (CGSB), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), du Code national du bâtiment du Canada, édition de 2010, du Code canadien de l'électricité, édition de 2012 et enfin, du Code ontarien ci-après de 2012 et ses modificatifs à date : « Ontario Electrical Safety Code »
- .2 L'Entrepreneur devra se conformer à toutes les lois et à tous les règlements se rapportant aux travaux, peu importe si ces lois et règlements relèvent du fédéral, du provincial ou du municipal; en outre, il devra réaliser ces travaux comme s'ils devaient être réalisés pour une personne autre que Sa Majesté en droit du Canada.

1.8 Taxes

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

1.9 Permis de construction

- .1 Tel que prévu par le Représentant du Ministère, sauf si ce dernier stipule d'autres arrangements par écrit à ce sujet.

1.10 Redevances, certificats et règlements

- .1 Payer toutes les redevances et se procurer tous les certificats requis et qui se rapportent aux présents travaux.
- .2 Produire des certificats constituant une preuve que les travaux sont conformes aux

exigences des Autorités compétentes.

1.11 Propriété de Sa Majesté

- .1 L'Entrepreneur devra être redevable à Sa Majesté par rapport à toute perte ou à tout endommagement de n'importe quelle propriété de Sa Majesté, perte ou endommagement qui découle du rendement des travaux et ce, peu importe si la perte ou l'endommagement de la sorte découle de causes au delà de son contrôle.

1.12 Mesures de sécurité-incendie

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment du Canada (2010) (CNB) pour ce qui touche la sécurité incendie sur les chantiers de construction, et au Code national de prévention des incendies (2010) (CNPI) pour ce qui touche la prévention des incendies, la lutte contre les incendies et à la protection des personnes dans les bâtiments occupés.

1.13 Interdiction de fumer

- .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'édifice. Respecter les interdictions de fumer dans les limites de la propriété de l'édifice.

1.14 Contrôle de sécurité

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité de la part du Client. Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.
- .2 Tout le personnel affecté à ce projet doit être approuvé en l'assujettissant à un processus d'enquête de sécurité. Pour faire suite aux instructions du Représentant du Ministère, obtenir une autorisation sécuritaire pour chaque personne ayant à se rendre aux bâtiments.

1.15 Avant la mise en route des travaux

- .1 Remettre au Représentant du Ministère le nom, la date de naissance, le lieu de naissance et une copie du certificat de compétence de chacun des employés qui sera affecté au site du projet.

1.16 Calendrier des travaux

- .1 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère.

1.17 Ventilation des coûts

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

1.18 Présentation des dessins d'atelier

- .1 Soumettre, à l'examen du Représentant du Ministère, des copies de chacun des dessins d'atelier ainsi que des copies des garanties et des certificats en cause.
- .2 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .3 La révision a comme seul objectif de s'assurer que le tout est conforme au concept de design général; elle ne doit pas être utilisée comme moyen d'approbation des détails de conception qui font partie des dessins d'atelier, la responsabilité d'application de ces détails devant toujours relever de l'Entrepreneur. Une révision de la sorte ne doit pas non plus relever l'Entrepreneur de ses responsabilités par rapport aux erreurs ou omissions dans les exigences des dessins d'atelier des documents du contrat.
- .4 Chaque dessin d'atelier devra être estampillé et signé comme ayant été « révisé » par l'Entrepreneur et ce, avant de soumettre le tout au Représentant du Ministère.
- .5 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse fournisseur;
 - .4 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
 - .5 toute autre donnée pertinente.
- .6 Ne pas entreprendre la fabrication ni commander de matériaux avant la révision des dessins d'atelier par les Autorités compétentes.

1.19 Panneaux indicateurs

- .1 Fournir des panneaux indicateurs de type courant pour faciliter la circulation des véhicules ou pour transmettre des renseignements ou des instructions, des notices d'emploi du matériel, des consignes de sécurité, etc. Ces panneaux doivent être rédigés dans les deux (2) langues officielles ou utiliser des symboles graphiques faciles à comprendre. Faire approuver cette signalisation par le Représentant du Ministère.
- .2 Aucune publicité ne sera autorisée pour le présent projet.

1.20 EMLACEMENT ET IDENTIFICATION DES ZONES DE TRAVAIL

- .1 Emplacement des zones de travail, selon les indications comprises dans les dessins et ce, compte tenu de ce qui suit :
 - .1 Ferme expérimentale centrale : entre le puits d'accès G12 et l'appareillage de commutation SG-1, au nord de la maison Header inclusivement.
 - .2 Complexe de Confederation Heights: à l'emplacement de l'appareillage de commutation SG-1 dans le bâtiment Tilley ainsi qu'entre le puits d'accès G31 et l'appareillage de commutation SG-1 dans le bâtiment correspondant au Centre des données de Revenu Canada inclusivement.
- .2 L'Entrepreneur doit consentir à monter des installations appropriées de séparation et d'identification des lieux, de sorte à maintenir un état exact du « temps et de l'espace » et ce, en tout temps au cours de la durée de vie utile du projet.

FIN DE LA SECTION